COMPTE RENDU
CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2018 A 18H30

Présents : Mmes Annick CLABAUT, Fabienne QUETIGNY.
MM. Claude REMY, Dominique DUPONT, Philippe SOVCIK, Denis DERREZ, Mathieu ANDRE, Charles-Henri FRANCOIS.

Absentes ayant donné pouvoir : Mme Brigitte BERTHAUD à M. Dominique DUPONT, Mme Patricia LIEBAUT à Mme Annick CLABAUT et Mme Martine FILLOD à M. Philippe SOVCIK.

Absent : MM. Pierre GONZALEZ, Florent MARCHAND.

Monsieur Dominique DUPONT a été nommé secrétaire de séance.

I) Approbation du Conseil Municipal du 27 juin 2018

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0

II) Décisions du Maire prises par délégation

- non préemption sur la vente RAINHO/POILLOT-FEBWAY lors de la division des parcelles AK 255 et AK 270 vente d'un lot de 620 m² pour 85 000 €
- non préemption sur la vente RAINHO/PAUL-FRANCOIS lors de la division des parcelles AK 255 et AK 270 vente d'un lot de 700 m² pour 79 000 €

III) Proposition de convention pour la gestion des points d'eau d'incendie

La commune est responsable de la bonne gestion de ses points d'eau (poteaux d'incendie). Cette gestion comprend le contrôle technique et la maintenance (entretien et réparation).

Ces « travaux » ne sont effectués ni par la Communauté de communes, ni par les pompiers.

Une proposition de VEOLIA est parvenue à la mairie qui lui fait bénéficier des tarifs qu'elle applique aux endroits où elle est délégataire pour l'eau et l'assainissement ; le maire rappelle au conseil que sur l'ex-communauté de communes, la commune est en régie directe.

Cette proposition est de 667,48 € par an pour les 2 poteaux d'incendie de la commune. Si le nombre de poteaux augmente, un avenant sera fait pour ajuster cette convention.

Cette convention est établie pour une durée de 3 ans et est assortie d'un bordereau de prix pour des travaux de remise en état, de renouvellement de poteaux ou de pose de nouveaux.

Il est demandé au conseil d'autoriser M. le Maire à signer cette convention.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **AUTORISE** son Maire à signer la convention avec VEOLIA pour la gestion des bornes incendies de la commune.

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0

Délibération n°30-2018

IV) AVAP : Bilan de la concertation et arrêt de projet

Par délibération n°52/2015 du 04 décembre 2015, le Conseil municipal de Brochon a décidé d'élaborer une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) sur le territoire de la commune, a créé la commission locale de l'AVAP (CLAVAP), instance consultative chargée du suivi de l'élaboration et de la gestion de la servitude, a défini les modalités de concertation, prévues à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.

Dans le cas de Brochon, cette élaboration d'une AVAP s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale de protection du bien du patrimoine mondial telle que présentée dans le plan de gestion transmis au centre du patrimoine mondial.

Pour information,

Il est noté que si la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a remplacé, au sein du Code du patrimoine, le régime des AVAP par celui des « sites patrimoniaux remarquables » (SPR), la même loi prévoit, en son article 114, les dispositions transitoires suivantes :

« Les projets d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine mis à l'étude avant la date de publication de la présente loi sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du code du patrimoine, dans leur rédaction antérieure à la présente loi.

Au jour de leur création, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine deviennent des sites patrimoniaux remarquables, au sens de l'article L. 631-1 du code du patrimoine (...) ».

Il ressort de ces dispositions que l'élaboration de l'AVAP de Brochon se poursuit selon la procédure prévue initialement. Au jour de son approbation, l'AVAP deviendra un « site patrimonial remarquable » dans lequel le règlement de l'AVAP s'appliquera de plein droit (article 112 de la même loi). Le régime d'autorisation qui lui sera appliqué sera celui des SPR. A l'avenir, le règlement de l'AVAP pourra éventuellement être modifié (sans porter atteinte à l'économie générale du dossier) mais une révision (en particulier s'il y a une évolution du périmètre global de la servitude) se fera en pleine application du régime des SPR.

Cette évolution de régime et de vocabulaire sera utilement présentée à l'appui de l'enquête publique pour la parfaite information de la population.

VU la phase de concertation menée du 10 février 2015 au 31 août 2018,

VU le projet de l'AVAP,

VU l'avis favorable de la commission locale de l'AVAP en date du 23 janvier 2017,

CONSIDERANT que ce projet est prêt à être arrêté,

CONSIDERANT que la délibération du conseil municipal du 10 février 2015 définissait pour modalités de concertation :

- ↳ une information du public par des supports adaptés en fonction de l'avancement des études et du projet,
- ↳ mise à disposition du dossier et d'un cahier d'observations, au secrétariat de mairie, pendant les heures d'ouvertures,
- ↳ publication d'un ou plusieurs articles dans le journal municipal ou de tirés à part, de mise à disposition de dossiers ou d'organisation d'une exposition,

CONSIDERANT que les dispositions mises en place par la commune sont conformes aux modalités fixées :

- ↳ organisation d'une réunion publique le 23 janvier 2017,
- ↳ une page dédiée au projet sur le site internet de la mairie,
- ↳ la mise à disposition, pendant les heures d'ouverture au public, au secrétariat de la mairie, d'un registre à feuillets non mobiles destiné aux observations de toutes personnes intéressées ; ce registre a été ouvert le 15 janvier 2018 et clos le 31 août 2018. Il était accompagné d'un dossier définissant la procédure de déclaration de projet et ses objectifs,
- ↳ la publication d'un article dans le bulletin municipal les Echos de l'Eolienne de juin 2018,

CONSIDERANT que l'intégralité des modalités de concertation a été respectée,

CONSIDERANT qu'aucune remarque n'a été consignée dans le registre durant la période de concertation

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **TIRE** le bilan de la concertation : elle avait pour objectif de présenter au public le projet communal en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine architectural et paysager et de recueillir l'avis des habitants ou de toute personne concernée afin de contribuer à l'analyse du projet et à la prise de décision. Aucune remarque n'a été apportée sur le projet.
- **CONSIDERE** que la concertation a été menée conformément aux engagements et que son bilan est favorable à la poursuite de la procédure d'élaboration de l'AVAP.
- **DECIDE** d'arrêter le projet d'AVAP tel que présenté ce jour.

Ce projet sera transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration, aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui en ont fait la demande,

Ce projet sera transmis au préfet de département et à la direction régionale des affaires culturelles pour inscription à l'ordre du jour d'une prochaine séance de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture.

Le Conseil municipal charge Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures utiles à la poursuite du projet, et ce jusqu'à l'approbation de l'AVAP.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et sera transmise au Préfet.

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0

Délibération n°31-2018

V) Lutte contre l'ambroisie : désignation de référents

Le 18 juillet 2018, la Préfecture de Côte-d'Or a émis un arrêté relatif à la lutte contre l'ambroisie dans le département.

La présence de l'ambroisie à feuille d'armoïse a été constatée au sein de département de la Côte-d'Or, avec une progression de cette plante depuis le Jura et la Saône-et-Loire.

L'ambroisie constitue un problème de santé publique en raison de son pollen fortement allergisant et de son caractère fortement envahissant.

L'arrêté préfectoral met en place un dispositif de prévention et de lutte contre l'ambroisie.

La Préfecture invite la commune à désigner un ou plusieurs référents territoriaux dont le rôle est :

- ✓ de repérer ces espèces.
- ✓ participer à leur surveillance
- ✓ informer les personnes concernées des mesures à mettre en œuvre pour prévenir l'apparition de ces espèces ou pour lutter contre leur prolifération en application de l'arrêté préfectoral,
- ✓ veiller et participer à la mise en œuvre de ces mesures.

Le maire propose donc au conseil de nommer un référent élu et un référent agent territorial.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal désigne :

- ❖ Le référent élu : **Philippe SOVCIK**
- ❖ Le référent agent territorial : **Florian CLABAUT**

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0

Délibération n°32-2018

VI) RIFSEEP

En 2016, le conseil avait pris une délibération concernant ce sujet.

Le RIFSEEP ou Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cependant la délibération qui avait été demandée n'était pas complète : il manquait le volet Complément Indemnitaire Annuel.

Le maire propose au conseil de rajouter ce volet à la délibération prise et d'y rajouter les termes ci-dessous :

- ↳ pour le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir : le cadre d'emplois des adjoints techniques est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Répartitions des groupes de fonctions par Emplois pour le cadre d'Emplois des Adjointes Techniques		Montants proposés	Montants Annuels maxima (plafonds)
Groupe de fonctions	Emplois		
Groupe 1	Encadrement de proximité/ assistant spécialiste/sujétions/qualifications	0	1260 €
Groupe 2	Exécution	0	1260 €

L'attribution individuelle de l'IFSE (indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) et du CIA, décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté d'attribution individuelle.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0
Délibération n°33-2018

VII) Statuts de la Communauté de communes

Le Maire présente au conseil les nouveaux statuts de la Communauté de communes.

VU l'article 5211-20 du CGCT

VU la délibération C/8/122 du Conseil Communautaire de la communauté de Communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits St Georges approuvant la modification statutaire de l'EPCI et le projet de statuts annexé,

CONSIDERANT qu'il appartient aux communes membres de l'EPCI de se prononcer, à la majorité qualifiée, sur cette modification dans un délai de 3 mois suivant sa notification,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal :

- **APPROUVE** la modification statutaire proposée,
- **CHARGE** son maire de notifier cette décision à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-St-Georges.

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0
Délibération n°34-2018

VIII) Demande de subvention

Le projet consiste en la création d'un parking le long de la rue Stephen LIEGEARD entre le parking du lycée actuel et le chemin de Vignois.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet de création d'un parking rue Stephen LIEGEARD pour un montant HT de 29 370 €
- **SOLLICITE** le concours du Conseil Départemental dans le cadre :
 - ↳ Du Programme de soutien à la Voirie Communale (PSV)
 - ↳ De la répartition du produit des amendes de Police (AP)
- **PRECISE** que les dépenses sont inscrites à la section investissement du budget de la commune,
- **CERTIFIE** que les travaux portent sur une route départementale
- **S'ENGAGE** à ne pas commencer les travaux avant l'attribution de la subvention.
- **DEFINI** le plan de financement suivant :

Aide concernée	Sollicitée	Montant de la dépense éligible	Pourcentage	Montant de l'aide
Programme de soutien à la voirie communale	Sollicitée	29370 €	30 %	8811
Amendes de police	Sollicitée	29370	25 %	7342
Total des aides				16153.50
Autofinancement du maître d'ouvrage			45%	13216.50

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0
 Délibération n°35-2018

IX) CLECT : Approbation du rapport de transfert de compétence en matière scolaire

Le Maire présente au conseil le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La création de la nouvelle Communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges a posé le problème de l'harmonisation des compétences à l'échelle du nouveau territoire. Le Conseil communautaire, réuni en date du 28 novembre 2017, a décidé la restitution de la compétence scolaire aux communes membres.

Le Président de l'intercommunalité nouvelle a, en date du 13 février 2018, arrêté la composition de la nouvelle Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

A leur date d'effet, ces transferts doivent être valorisés de manière que l'opération soit la plus neutre possible sur les finances des communes comme sur celles de l'EPCI. Le Code Général des Impôts prévoit que cette neutralité est assurée par une modification des Attributions de Compensation perçues ou versées par les communes, à due concurrence des dépenses nettes liés aux compétences transférées. La CLECT est chargée de réaliser cette évaluation des charges nettes transférées et d'assurer ainsi cette neutralité financière des transferts de compétences.

La compétence scolaire a été restituée aux communes en date du 1er janvier 2018.

La CLECT s'est réunie à plusieurs reprises en 2018 pour procéder à l'examen des charges restituées. Ses conclusions, prenant la forme du rapport ci-joint, ont été arrêtées à l'unanimité de ses membres lors de la séance du 29 Août 2018.

Il appartient désormais à chaque conseil municipal de se prononcer dans le délai de trois mois, sur les conclusions de ce rapport dans les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5 du CGCT.

Le montant des Attributions de Compensation révisées sera définitivement fixé lorsque le Conseil communautaire statuera après que le rapport aura été approuvé par la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes-membres.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur l'approbation du rapport de la CLECT de la Communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM,

VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016 portant création d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale nommé communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-St-Georges, issu de la fusion des communautés du Sud Dijonnais, du Pays de Nuits-St-Georges et de communes de Gevrey-Chambertin,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le rapport de la CLECT de la Communauté de communes de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges tel que présenté en annexe **SOUS RESERVE** de modification de l'âge des bâtiments de la commune de Brochon dans la tranche 41-75 ans et des calculs de coût qui en découlent,
- **CHARGE** son Maire de procéder à l'exécution de la présente délibération.

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0

Délibération n°36-2018

X) Classement des sites

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne Franche Comté propose la création d'un site classé sur la côte de Nuits, pour une superficie de 4 530 ha sur 14 communes entre Chenôve et Premeaux Prissey.

Un site classé est un lieu dont le caractère exceptionnel a justifié une mesure de protection au niveau national, dans l'objectif de conserver ses caractéristiques et de le préserver de toute atteinte grave. La procédure de classement est régie par la loi du 21 avril 1906 complétée par la loi du 2 mai 1930. Elle est désormais codifiée dans le code de l'environnement aux articles L 341-1 et suivants. Ces espaces protégés font l'objet d'une servitude d'utilité publique.

À l'occasion de la procédure de classement, sont définies les caractéristiques et les valeurs du site qui justifient de le protéger pour les générations futures. Celles-ci se réfèrent à l'intérêt du site, qui doit être caractérisé « du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque » selon les termes de la loi.

En site classé, toute modification de l'état ou de l'aspect du site est soumise à autorisation spéciale, délivrée selon les cas, par le préfet du département ou par le ministre chargé des sites. En revanche, le classement ne réglemente pas les activités diverses (sports, chasse, circulation des personnes et des véhicules...) dès lors qu'elles ne créent pas d'impact nouveau sur le paysage.

Ce projet a été inscrit dans la liste actualisée des sites majeurs bourguignons restant à classer ou méritant une extension, validée par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de la Côte d'Or dans sa session du 11 octobre 2011.

Une première version du périmètre portant sur 13 communes a été soumise à enquête publique en juin 2016. Des demandes d'extension du périmètre ont été formulées à cette occasion, validées par le commissaire enquêteur dans son avis puis par la CDNPS de Côte d'Or.

Un nouveau périmètre a été élaboré sur la base de ces demandes et d'études complémentaires. La superficie passe de 4 195 ha à 4 530 ha et prend également en compte les modifications mineures validées lors de la précédente enquête.

Le périmètre est délimité à l'Est par la RD 974 (emprise de 20 m de part et d'autre du domaine public routier) et la "route du tacot" (à l'Est de la RD 122), à l'Ouest par la limite occidentale du site Natura 2000 "milieux forestiers et pelouses des combes de la Côte dijonnaise", au Nord au Clos du Roy et au Sud par la limite communale Sud de Premeaux-Prissey.

Il inclut les sites classés et inscrits des combes déjà protégées au titre des sites. Il exclut les zones urbaines et à urbaniser, les zones d'activités, les plateaux agricoles des hautes côtes.

Pour que ce classement puisse être soumis à une nouvelle enquête publique en novembre 2018 puis en cas d'avis favorable, que son instruction soit poursuivie au niveau départemental (commission départementale de la nature, des sites et des paysages) et national (commission supérieure des sites et des paysages, Conseil d'Etat) il convient que chaque commune concernée délibère sur le principe du classement, sur le déroulé proposé de la procédure, sur le périmètre proposé et sur la gestion ultérieure du site, notamment la gestion forestière.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le principe de classement de la Côte de Nuits en application de l'article L 341-2 du Code de l'Environnement
- **VALIDE** le déroulé de la procédure proposée
- **APPROUVE** le périmètre proposé définissant les limites du site à classer
- **DONNE** un avis favorable aux principes de gestion proposés

Pour : 11 contre : 0 abstention : 0

Délibération n°37-2018

XI) Compétences exercées par le Communauté de communes

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire (compétence obligatoire).
- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale (compétence obligatoire).
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage (compétence obligatoire).
- Politique du logement et du cadre de vie (compétence optionnelle).
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire (compétence obligatoire).
- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT (compétence obligatoire).
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire (compétence obligatoire).
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité touristique (compétence obligatoire).
- Autres actions de développement touristique (compétence facultative).
- Entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage (compétence obligatoire).
- Création et gestion de maisons de services au public (compétence optionnelle).
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés (compétence obligatoire).
- Eau potable (compétence optionnelle).
- Assainissement (compétence optionnelle).
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (compétence obligatoire).
- Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (compétence optionnelle).
- Equipements sportifs d'intérêt communautaire (compétence optionnelle).
- Actions sportives d'intérêt communautaire (compétence facultative).
- Equipements culturels d'intérêt communautaire (compétence optionnelle).
- Actions culturelles d'intérêt communautaire (compétence facultative).
- Action sociale d'intérêt communautaire (compétence optionnelle).
 - ✓ Petite Enfance
 - ✓ Enfance - jeunesse, temps péri et extra-scolaire
 - ✓ Prévention et lutte contre l'isolement et l'exclusion
 - ✓ Démocratie participative et citoyenneté
- Construction, entretien et gestion de la chambre funéraire intercommunale sise à Nuits-Saint-Georges (compétence facultative)

XII) Décision modificative

Il n'a pas été prévu assez de crédit pour le paiement des charges financières (intérêts des emprunts et de la ligne de trésorerie).

Il faudra donc modifier le budget de fonctionnement en recette au chapitre 66 et en dépense à l'article 615231.

Fonctionnement

Dépenses	Recettes
1888.10 € art. 615231 voirie	798.94 € art. 66111 intérêts des emprunts
	1089.16 € art. 6615 intérêts de la ligne de trésorerie
= 1888.10 €	= 1888.10 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le principe de classement de la Côte de Nuits en application de l'article L 341-2 du Code de l'Environnement
- **VALIDE** le déroulé de la procédure proposée
- **APPROUVE** le périmètre proposé définissant les limites du site à classer
- **DONNE** un avis favorable aux principes de gestion proposés

Pour : 11 contre : abstention :
Décision modificative n°1

XIII) Répertoire électoral unique

Le répertoire électoral unique sera mis en place en 2019. La commission électorale qui validait ou non les demandes d'inscription sur la commune n'existera plus et sera remplacée par la commission de contrôle. Son rôle sera de contrôler les inscriptions faites et validées par le Maire avant les scrutins. Les membres sont nommés par le Préfet. La commission est composée d'un conseiller municipal de la commune, d'un délégué de l'administration désigné par le Préfet et d'un délégué désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance.

La liste des conseillers municipaux prêts à participer aux travaux de la commission sera transmise par le Maire au Préfet. Afin que la commission puisse être officiellement nommée dès le 1^{er} janvier 2019, les membres doivent être identifiés avant le 31 décembre 2018. Il est donc demandé des volontaires au conseil, prêts à faire partie de cette commission.

Mme **Fabienne QUETIGNY** et M. **Dominique DUPONT** se portent volontaires.

XIV) Commissions

M. Dominique DUPONT 1^{er} adjoint :

- ✦ Remise de calculatrices pour les nouveaux sixièmes : la cérémonie avec deux conseillers départementaux s'est bien déroulée, ce qui a également permis de rencontrer de nouveaux habitants.
- ✦ Accueil des nouveaux habitants : le projet consiste à les accueillir le temps d'une soirée autour d'un verre de l'amitié avec les membres du conseil municipal et les responsables des associations. La date proposée est le 30/11/2018 au caveau à 18h30.
- ✦ Cyclo-Cross : il aura lieu le 21/10/2018 au Château
- ✦ Cérémonie du 11 novembre : pour le centenaire, la commune se met en partenariat avec Gevrey-Chambertin ; une réunion à ce sujet se tiendra le 3 octobre prochain. La commémoration se déroulera sur deux jours : le 10 novembre, cérémonie au monument de Brochon, plantation de l'arbre du centenaire et remise des prix aux jeunes diplômés ainsi que des prix des maisons fleuries au caveau municipal. Le 11 novembre, cérémonie au cimetière de Brochon, suivi du cimetière à Gevrey et

cérémonie commune au monument de Gevrey. Après-midi, une exposition « sur les traces du passé » et un projet de projection de film ou une conférence avec Christophe LUCAND sont prévus au caveau municipal de Brochon.

- + Voirie : le marquage horizontal a été réalisé en cette fin d'été et sera terminé dans la dernière semaine de septembre. La pose d'une résine devant et derrière le passage piéton du lycée ainsi que sur les ilots place de la mairie est envisagée. Une étude de rétrécissement sur la route des Grands crus a été demandée au Conseil Départemental.

M. Philippe SOVCIK 2^{ème} adjoint :

- + Nuit des étoiles : le 13 octobre prochain aura lieu la nuit des étoiles à Brochon. Tous les lampadaires seront éteints et les étoiles seront le thème d'une projection de photos de Jean-Baptiste FELDMANN au Château de Brochon à 20h30. La société astronomique de Bourgogne sera également présente et proposera des télescopes pour observer les étoiles si la météo le permet.
- + Affouages : les inscriptions commencent dans la dernière semaine de septembre et se finissent le 02/11/2018. Le traçage est prévu le 16/11/2018.
- + Chemin n°4 dit « de la montagne » : les travaux débuteront début octobre.
- + Communication : une page Facebook sur la commune est en construction.

Mme CLABAUT Annick 4^{ème} Adjointe :

- + Préparation du 11 novembre : un coussin en fleurs de papier crépon aux couleurs du drapeau français sera élaboré avec l'aide des enfants de l'école ainsi qu'avec Mmes Nicole LAFOND et Marie-Christine REMY.
- + Plantations : un deuxième chêne sera planté à hauteur du premier.
- + Musique au Chambertin : le 29/09/2018 aura lieu un concert au Château de Brochon. Des volontaires sont demandés parmi le conseil pour aider au service. Françoise GAUGRY préparera les plateaux de fromage et le domaine CLUNY présentera ses vins et proposera des dégustations.

XV) Remerciements

- + M. REBY Jean-Luc pour le prêt de tables et chaises le 22/07/2018
- + M. FRANCOIS Charles-Henri pour le prêt de tables
- + La Croix Violette pour le prêt de tables et de chaises à l'occasion de la Sainte Claire
- + La FDSEA concernant la révision du zonage ZDS
- + L'Amicale de Pétanque pour l'octroi de la subvention pour l'exercice 2018

***Fin de la séance du conseil municipal à 20h45.
Prochain conseil municipal le 7 novembre 2018 à 18h30***

<i>Dominique DUPONT</i>	<i>Philippe SOVCIK</i>	<i>Martine FILLOD</i>
<i>Annick CLABAUT</i>	<i>Patricia LIEBAUT</i>	<i>Absente ayant donné pouvoir Fabienne QUETIGNY</i>
<i>Absente ayant donné pouvoir Brigitte BERTHAUD</i>	<i>Denis DERREZ</i>	<i>Mathieu ANDRE</i>
<i>Absent Florent MARCHAND</i>	<i>Absent Charles-Henri FRANCOIS</i>	<i>Absent Pierre GONZALEZ</i>
	<i>Claude REMY</i>	